

Analyse des causes de la dégradation de l'image de l'enseignant du primaire au Burkina Faso

Zouanso SOULAMA/COULIBALY¹

Résumé

L'enseignant est considéré comme l'un des maillons clés dans la chaîne de transmission des connaissances. Jadis considéré comme un modèle, l'image de l'enseignant du primaire se trouve aujourd'hui écorchée, eu égard à de multiples facteurs.

Appréhender les principales causes de cette dégradation de l'image de l'enseignant du primaire nous semble donc nécessaire et important en vue de contribuer à l'atteinte d'une éducation primaire universelle de qualité. Le présent article analyse les principales causes de cette dévalorisation de l'image de l'enseignant. Nos investigations avaient pour cible, les enseignants, les parents d'élèves et quelques personnes ressources tels que le personnel administratif des écoles, les syndicats, les CCEB et le Directeur Provincial de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation (DPENA), de la commune rurale de Bousouma dans la région du centre Nord. Les résultats révèlent que la dégradation de l'image de l'enseignant du primaire s'explique par le faible niveau de qualification de l'enseignant du primaire, le faible niveau de rémunération, les difficiles conditions de vie et de travail, les faibles rendements scolaires au primaire et le manque de vocation de la majorité des enseignants du primaire.

Mots-clés : Burkina Faso, causes dégradation, enseignant, image, primaire.

Analysis of the causes of the deterioration of the image of the primary teacher in Burkina Faso

Abstract

The teacher is considered one of the key links in the chain of knowledge transmission. Once considered a model, the image of the primary school teacher is today damaged, given multiple factors.

Understanding the main causes of this deterioration in the image of the primary teacher therefore seems necessary and important to us in order to contribute to the achievement of quality universal primary education. This article analyzes the main causes of this devaluation of the image of the teacher. Our investigations were aimed at teachers, parents of students and some resource people such as school administrative staff, unions, CCEBs and the Provincial Director of National Education and Literacy (DPENA), the rural commune of Bousouma in the north-central region. The results reveal that the deterioration of the image of the primary teacher is explained by the low level of qualification of the primary teacher, the low level of remuneration, the difficult living and working conditions, the low productivity primary schools and the lack of vocation of the majority of primary school teachers.

Keywords: Burkina Faso causes degradation, image, primary, teacher.

¹ Chargée de recherche à l'Institut des Sciences des Sociétés (INSS) du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique, Ouagadougou, zouanso@yahoo.fr.

Introduction

Dans tous les secteurs d'activités, les ressources humaines sont au cœur de l'économie des pays. Il est toujours question de personnel en quantité et en qualité pour gérer les ressources physiques et financières de l'État, en vue d'atteindre des résultats probants. Dans le même sens, la motivation du personnel constitue une stratégie dans les organisations pour optimiser les performances.

Au niveau du système éducatif burkinabè, la priorité a souvent été de recruter un nombre suffisant d'enseignants pour espérer avoir un enseignant par classe. La recherche de solutions quantitatives aux problèmes que rencontre le système éducatif ne doit cependant pas se faire au détriment de la recherche de la qualité. Pour l'opinion publique, il y a une baisse de la qualité de l'enseignement et cela n'est pas seulement dû aux nouvelles mesures telles que le passage automatique ou la mise en œuvre du continuum éducatif. Elle y associe aussi la dégradation de l'image de l'enseignant, remettant en cause ses compétences et son comportement dans la société.

La profession de l'enseignant est de former les futurs citoyens d'un pays. Pour exercer ce métier, il doit réunir des qualités au triple plan professionnel, moral et physique. Selon M. R. Ouédraogo (2011), avant la crise économique des années 1980, la plupart des enseignants étaient recrutés et formés dans des institutions de formation professionnelle avant d'être affectés dans les écoles. Les témoignages d'enseignants des années 1960 à 1980 font ressortir que les enseignants jouissaient d'un bon statut social et affichaient leur fierté d'être enseignants, éducateurs et formateurs des élites du futur. Il était plutôt rare de trouver des enseignants qui ne se sentaient pas bien dans leur peau. Les abandons de postes étaient assez rares, même en milieu rural.

Plusieurs auteurs apprécient différemment les raisons qui ont conduit à cette dégradation du statut social de l'enseignant. L'enseignant qui sortait à l'époque des prestigieuses écoles normales telle l'école normale William Ponty de Dakar au Sénégal, se retrouve aujourd'hui recruté sur la base du BEPC de l'enseignement général. Le niveau de recrutement de l'enseignant du primaire au Burkina Faso pourrait être à la base de la dévalorisation de la fonction enseignante.

Jadis considéré donc comme un modèle, l'image de l'enseignant du primaire se trouve aujourd'hui écorchée. Ainsi, pour les désigner, les habitants dans certaines localités utilisent des expressions péjoratives, telles que les misérables, les paresseux, les voleurs de « Bulgur ».

Du côté des enseignants, les plaintes se multiplient également par rapport aux conditions de vie et de travail, mais également par rapport à leur image dans la société. Dans une étude sur les stratégies pour l'amélioration des conditions de travail des enseignants et

leur rétention dans les écoles en Afrique, M. R. Ouédraogo (2011, p.62) rapporte ces propos d'enseignants :

Souffrances au travail, des stress et des fatigues professionnelles ; l'enseignant se sent mal dans sa peau ; manque d'estime de soi ; enseignement perçu comme un métier envahissant et nerveusement pénible ; fondements de l'autorité du maître sapés; enseignants insatisfaits de leur situation professionnelle ; enseignants déconsidérés, dévalorisés, méprisés par élèves et parents d'élèves ; sentiment que le statut social de l'enseignant s'est dégradé ; comportements inacceptables des élèves : impolitesses à l'endroit des enseignants ; indiscipline généralisée dans les établissements ; qualité des enseignements et des apprentissages laissant à désirer.

L'auteur propose des mesures salariales et assimilées, des mesures portant sur l'amélioration de l'environnement immédiat.

Au Burkina Faso, dans un rapport sur l'évaluation des acquis scolaires (2013-2014), la Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles (DGESS) du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA), relève dans l'autoévaluation des enseignants que ces derniers sont moyennement satisfaits du rendement scolaire de leurs élèves pour les deux niveaux évalués, avec 57,6% de réponses pour les classes de CP1 et 57,4% pour celles du CE2. Parmi les raisons de la non satisfaction, on peut noter par ordre croissant le manque de motivation (59,5%), les difficiles conditions de travail (64,5%) et l'insuffisance de formation (68,4%). (DGESS, 2015, P 91).

De même, dans son mémoire S. Kientega (2006), montre que les différents acteurs de l'éducation reconnaissent que la fonction enseignante est dévalorisée de nos jours. Il met en évidence la pauvreté matérielle et financière des enseignants. Ainsi sur 45 enquêtés au total, aucun enseignant n'avait encore pu se construire une maison. Si l'on n'y prend garde, le système éducatif pourrait, selon l'auteur, faire face à une pénurie d'enseignants de plus en plus grandissant.

Cette situation, suscite bien des interrogations. Quelles sont les causes de la dégradation de l'image de l'enseignant du primaire dans la société burkinabè ?

Le présent travail de recherche vise à appréhender les représentations sociales de l'enseignant du primaire au Burkina Faso dans la commune de Boussouma qui est l'une des 11 Communes rurales de la province du Sanmatenga dans la région du centre nord. Il est situé à 80 km au Nord de Ouagadougou. Il s'est agi pour nous, de recueillir les avis des différents acteurs de l'école et leurs représentations sociales de l'enseignant. L'objectif étant de mieux cerner les causes de cette dévalorisation de la profession et de l'image de l'enseignant et d'y remédier ; quand on sait qu'il demeure un maillon important du système éducatif et pour l'atteinte de la scolarisation primaire universelle d'ici à 2030 réaffirmée dans les objectifs de développement durable (ODD).

I. Approche théorique et méthodologique

La représentation sociale permet aux individus ou aux groupes de se différencier, selon leur identité et de se justifier, mais elle est également « un guide pour l'action, elle oriente les actions et les relations sociales. Elle est un système de pré codage de la réalité, car elle détermine un ensemble d'anticipations et d'attentes. » (J. C. Abric, 1994b, p.13, cité par S. Fontaine et J. F. Hamon).

Dans la pratique, D. Jodelet (1998) nous explique que le terme de représentation sociale est importé du savoir savant et injecté dans le langage courant pour devenir dans le sens commun, un instrument pour comprendre l'autre, nous conduire vis-à-vis de lui, voire lui assigner une place sociale.

C'est ainsi que pour P. Mannoni, cité par O. Kaboré (2012, p.27), les préjugés et les stéréotypes interviennent dans l'élaboration des représentations sociales. Pour lui, les représentations sociales n'ont pas besoin de preuves pour fonctionner. Contrairement à la théorie du noyau central de J.C. Abric, qui est une approche structurale de l'étude des représentations sociales, il considère toute représentation sociale comme l'élément d'un ensemble plus vaste, d'un ensemble mental à l'intérieur duquel cet élément joue principalement trois rôles : un rôle dynamique, un rôle structurant et un rôle de persévérance.

Dans le même sens, pour D. Jodelet (1998), la représentation sociale est définie par un contenu : informations, images, opinions, attitudes. Ce contenu se rapporte à un objet : un travail à faire, un événement économique, un personnage social.

En somme, nous pouvons retenir que la représentation sociale est un ensemble organisé d'opinions, d'attitudes, de croyances et d'informations se référant à un objet ou à une situation. Elle est déterminée soit par le sujet lui-même (son histoire, son vécu), par le système social dans lequel il est inséré et par la nature des liens que le sujet entretient avec ce système social. « Elle est socialement élaborée et partagée ». (Jodelet, 1998, p.364).

Dans le cadre de cet article, le personnage social concerné est l'enseignant du primaire. Nous allons chercher à analyser la dégradation de son image au Burkina Faso et les opinions y relatives. En fait, les représentations sociales de l'enseignant du primaire que nous voulons étudier ont aussi fait l'objet d'une construction dans le temps et dépendent de plusieurs facteurs que nous allons appréhender.

Par ailleurs, retenons que les représentations sociales sont aussi, susceptibles de modifications. Selon M. L. Rouquette et P. Rateau (1998), pour qu'une représentation change, il faut d'abord des pratiques nouvelles récurrentes dans la population concernée. Ensuite, il faut que ces pratiques soient valorisantes pour le groupe et ne touchent pas de

façon évidente à d'autres représentations. Ce qui nous permettrait aussi, de mener la réflexion dans le sens d'une revalorisation de l'image de l'enseignant.

Ainsi, pour cette recherche, nous pensons que d'une part, la sous qualification, le faible niveau de rémunération de l'enseignant, les difficiles conditions de vie et de travail et les faibles rendements scolaires favorisent l'image négative que la société a de l'enseignant. Et d'autre part, que les comportements et attitudes des enseignants eux-mêmes dans l'exercice de leur fonction et dans leurs rapports avec la société, contribuent également à cette dégradation de leur image.

Pour la vérification de ces affirmations, nous avons à la suite de la recherche documentaire, menée une recherche plutôt qualitative, car, le questionnaire administré, était composé essentiellement de questions ouvertes, visant à recueillir les appréciations et les explications d'un plus grand nombre d'acteurs sur les causes des représentations sociales négatives de l'enseignant du primaire.

Nos investigations avaient pour cible, les enseignants, les parents d'élèves et quelques personnes ressources tels que le personnel administratif des écoles, les syndicats, les CCEB et le Directeur Provincial de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation (DPENA) de la commune rurale de Bousouma.

Comme technique d'échantillonnage, nous avons retenu deux types d'échantillonnage. Il s'agit de l'échantillonnage systématique pour le choix des personnes ressources et de l'échantillonnage aléatoire pour le choix des autres acteurs de l'éducation. Le tableau 1 ci-après, nous présente la population cible et l'échantillon retenu.

Tableau 1 : public cible - échantillon retenu

Statut des enquêtés	Effectif	Échantillon	Type de choix de l'échantillon
DPENA	01	01	systématique
Enseignants de primaire	278	28	aléatoire
Représentants syndicaux	02	02	systématique
Parents d'élèves	-	25	aléatoire
Directeurs d'écoles	69	08	aléatoire
CCEB	02	02	systématique
Conseiller pédagogique	04	02	aléatoire
Total		68	

Source : données d'enquête, 2016

Comme outils de collecte des données, nous avons administré un questionnaire composé essentiellement de questions ouvertes à vingt-huit (28) enseignants du primaire et à vingt-cinq (25) parents d'élèves qui constituaient les plus grands effectifs de notre échantillon. Ces questions portaient sur les représentations sociales des enseignants, leur qualification, leur degré d'engagement, leurs qualités morales et les suggestions.

Un guide d'entretien semi-directif a servi à recueillir les avis des personnes ressources composées de huit (8) directeurs d'écoles, de deux (02) conseillers pédagogiques, de deux (02) représentants syndicaux, de deux (02) chefs de circonscription de base et du Directeur Provincial de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation (DPENA). Le choix de cet instrument vient du fait qu'il a l'avantage de permettre d'obtenir des réponses plus élaborées, des précisions que le questionnaire n'aurait pas fournies. Au total soixante-huit (68) personnes ont pris part à cette enquête. Les données collectées par des enquêteurs, ont été traitées et analysées de façon thématique. Aussi, cet article comprendra la présentation des résultats, suivie de la discussion, en vue de l'amélioration de la situation de l'enseignant du primaire.

II. Résultats

Des données du terrain, nous avons pu relever que les causes de la dégradation de l'image de l'enseignant sont nombreuses. Il s'agit entre autres, de la faible qualification des enseignants du primaire, de leur faible niveau de rémunération, des difficiles conditions de vie et de travail, des qualités morales des enseignants, de leur absentéisme dans les classes, de leur motivation au travail et des mauvais rendements scolaires. Cinq principales causes seront retenues dans cette analyse.

2.1. Du faible niveau de qualification de l'enseignant du primaire

La faible qualification est l'une des causes de la dégradation de l'image de l'enseignant du primaire. À ce niveau, il faut noter que l'enseignant du primaire était recruté par l'État avec le niveau du Brevet d'Études du Premier Cycle (BEPC) et bénéficiait de deux ans de formation initiale dans les écoles nationales des enseignants du primaire (ENEP). Les sortants des ENEP étaient des instituteurs adjoints certifiés (IAC) titulaires du Certificat Élémentaire d'Aptitude Pédagogique. Il ressort que la majorité des enquêtés estime que le niveau de recrutement qui était le BEPC, a contribué à dégrader l'image de l'enseignant. En témoignage, ces propos : un parent déclare : « nous rencontrons de plus en plus des enseignants qui ont du mal à s'exprimer en français ... ».

De même, un instituteur déclare : « au regard de la baisse de la qualité de l'enseignement il faut bien passer à un diplôme supérieur au BEPC ». Abondant dans le même sens, une

institutrice estime que le niveau des stagiaires des ENEP reçus chaque année dans les écoles d'application pour une immersion dans la pratique-classe est préoccupant : « je pense qu'il faut relever le niveau de recrutement, parce que nous rencontrons beaucoup de problèmes avec les stagiaires qui ont du mal à préparer les leçons et qui se font souvent corriger par des élèves ».

Pour d'autres, le problème de la qualité de l'enseignement n'est pas seulement imputable au niveau de qualification de l'enseignant. A cet effet, nuancent-ils : « le niveau BEPC n'est pas mauvais, mais les formations doivent être suffisantes et continues et les contenus adaptés régulièrement aux réalités du moment », estime un enseignant. Pour un autre, « il y a des enseignants de niveau BEPC qui sont souvent plus efficaces que certains enseignants ayant le Baccalauréat (BAC) ».

Pour les encadreurs pédagogiques, chargés du soutien et de l'accompagnement pédagogique des enseignants, le niveau de qualification des enseignants du primaire est bas. Ils observent un certain nombre de lacunes chez les enseignants, lors des visites de classes et dans les correspondances administratives. Ces lacunes vont des difficultés à s'exprimer dans la langue d'enseignement qu'est le français, aux nombreuses fautes d'orthographe, de grammaire et de conjugaison.

Un encadreur pédagogique s'exprime en ces termes : « la floraison des écoles privées de formation des enseignants du primaire (EPFEP) constitue une porte ouverte pour tous les anciens titulaires du BEPC qui ont pour la plupart, mené plusieurs activités sans succès, avant de revenir à l'enseignement malgré eux. Ce sont ceux-là qui permettent aux populations de dire que n'importe qui peut devenir enseignant ».

Au demeurant, ce faible niveau de qualification des enseignants qui était en partie lié au faible niveau de recrutement qu'est le BEPC a été révisé à la hausse. En effet, la réforme des ENEP s'est concrétisée avec le relèvement du niveau de recrutement des enseignants au baccalauréat, pour compter de 2020. Cette mutation intervenant dans les ENEP devrait permettre l'émergence d'enseignants spécialisés. Elle vise à donner une nouvelle orientation aux enseignants dans les ENEP.

Toutefois, la durée de la formation initiale a été fixée à dix-huit (18) mois conformément à l'Arrêté n°2018-040/MENA/SG/DGEPFIC du 07 mars 2018, portant organisation de la formation des élèves-maîtres dans les Ecoles nationales des Enseignants du Primaire (ENEP). Une situation qui suscita beaucoup d'indignations de la part des formateurs et des élèves stagiaires, car c'est une mesure qui diminue de façon drastique la durée réelle de la formation pratique, selon ces acteurs de l'éducation. C'est pourquoi, A.D.P. Ouédraogo s'interroge sur l'opportunité de la mesure, en ces termes :

Nous voulons vraiment comprendre pour mieux défendre le texte face aux stagiaires dont nous avons la charge et qui ne cessent, à juste raison, de maugréer sur la question. En attendant, disons que les cinq mois et demi réservés à la pratique sont totalement dérisoires

et insuffisants pour les stagiaires pour mettre en pratique ce qu'ils ont appris en théorie dans les ENEP. Nous comprenons, même si cela ne se justifie pas, qu'une formation de 18 mois pourrait induire une intégration dans la Fonction publique à un niveau inférieur à celui d'une formation de deux ans avec le même diplôme. Mais quand même ! Si de deux ans de formation, nous revenons à un an et demi, reconnaissons que c'est un retour aux enfers, une posture qui équivaldrait à financer l'analphabétisme... Pour quel dessein nous ramène-t-on vers ce que nous avons jeté ?

Dans ce contexte marqué par la transformation des ENEP en Instituts Régionaux de Formation des Personnels de l'Éducation (IRFPE), regroupés sous l'autorité de l'Institut national de formation des personnels de l'éducation (INFPE), la durée de la formation est passée de dix-huit (18) mois à vingt et un (21) mois, ce qui n'occulte toujours pas les interrogations.

Que dire à présent, de l'impact du faible niveau de rémunération des enseignants du primaire ?

2.2. Du faible niveau de rémunération de l'enseignant du primaire

Si le niveau de recrutement dans la fonction publique est faible, il va de soi que le salaire soit également faible. Selon la Loi n°081-2015/CNT du 24 novembre 2015 portant statut général de la fonction publique burkinabè et du décret n°2016-430/PRES/PM/MINEFID/MFPTPS du 30 mai 2016 portant classement indiciaire des emplois de fonctionnaires d'État, le salaire de base d'un agent public de catégorie C recruté sur la base du BEPC était de 74 787 FCFA.

La majorité des parents d'élèves enquêtés dit ne pas avoir une idée précise du salaire des enseignants. Cependant cette majorité se fonde sur l'observation empirique et pense que le niveau de rémunération de l'enseignant du primaire est bas au regard de ses conditions de vie peu enviables ; comme nous l'exprime ce parent d'élève en ces termes : « On ne connaît pas leur salaire mais, on remarque que par rapport aux autres fonctionnaires ils ne s'en sortent pas ». Nous avons pu remarquer que les enquêtés évaluent le niveau de rémunération en fonction du pouvoir d'achat et de toute évidence, ils trouvent que le pouvoir d'achat de l'instituteur est faible. Par contre, pour d'autres parents « les instituteurs ont un revenu satisfaisant. Du moins ils s'en sortent mieux que la plupart des jeunes du village ». Néanmoins, au regard de l'ampleur de leur tâche, ils pensent qu'il faut revoir les salaires des instituteurs à la hausse.

Les enseignants eux-mêmes, estiment à l'unanimité que leur niveau de rémunération est bas et en témoignent. Un instituteur certifié, directeur d'école ayant plus de dix ans d'ancienneté déclare : « la rémunération est très en deçà du travail. Un instituteur doit avoir dès son engagement un salaire de base de 200.000 francs CFA pour travailler en toute quiétude et sans complexe ». Un autre martèle : « Pas assez, en 30 ans de service,

mon salaire de base ne vaut pas 200.000 francs CFA ». Un troisième instituteur abonde dans le même sens : « Le niveau de rémunération est insuffisant au regard de la cherté de la vie dans notre pays. Hydrocarbure, loyer, nourriture, les besoins de premières nécessités ne sont pas couverts ».

A la lumière de ce qui précède, l'on constate aisément, que le faible niveau de rémunération est une autre source de dévalorisation de l'enseignant, selon les enseignants eux-mêmes et une partie des parents d'élèves. La quasi-totalité des enquêtés dit ne pas avoir une bonne image de l'enseignant du primaire dans la société. Selon eux, de nos jours, l'enseignant n'est plus considéré sur le plan social. Les expressions sont nombreuses de la part des parents d'élèves pour dépeindre cet état de fait. Nous retenons entre autres :

- l'enseignant du primaire est le dernier des fonctionnaires ;
- l'enseignant du primaire est un pauvre fonctionnaire ;
- l'instituteur est un paria social ;
- l'instituteur présente l'image d'une personne qui « tire en permanence le diable par la queue ».

Des instituteurs rapportent que des élèves des cours moyens qui avaient abandonné les cours pour les sites d'or sont revenus plus tard au village avec des motocyclettes plus grosses que celles des enseignants qui s'opposaient à leur départ. C'est ainsi que les orpailleurs se plaisent à dire à leurs enfants : « Méfie-toi de moi, sinon je vais te maudire pour que tu deviennes instituteur ». Ces réalités sociales ont contribué aussi, à forger des représentations sociales négatives de l'enseignant du primaire.

D'autres sources de dégradation de l'image de l'enseignant du primaire sont à n'en pas douter, les conditions de vie et de travail. Qu'en est-il ?

2.3. Des difficiles conditions de vie et de travail de l'enseignant du primaire

En ce qui concerne les conditions de vie et de travail des enseignants, sur le terrain, nous avons remarqué que les parents d'élèves, membres des bureaux des Associations des parents d'élèves (APE) et des Associations des mères éducatrices (AME) sont plus imprégnés des difficultés de fonctionnement dans les écoles que les autres. Pour eux, l'une des plus grandes difficultés est liée aux effectifs pléthoriques. Aussi, faisant le constat de l'insuffisance d'infrastructures de salles de classe, du mobilier scolaire tels les tables-bancs et le matériel didactique, les parents d'élèves concluent que les enseignants travaillent dans des conditions assez difficiles.

Du côté des enseignants, c'est le même constat, quant aux difficiles conditions de travail subies. Ils évoquent l'insuffisance d'infrastructures et de matériel didactique, les

programmes d'enseignement, les effectifs pléthoriques, la collaboration difficile avec les parents d'élèves et le faible encadrement pédagogique. A ce propos, un jeune enseignant relate : « les conditions ne sont pas réunies pour un enseignement de qualité : programme chargé, effectifs pléthoriques, démission totale des parents d'élèves en campagne soi-disant que l'État assure tout, la gratuité de l'école ». A l'insuffisance d'infrastructures et de matériel, un autre enseignant ajoute « l'impolitesse des élèves et la fuite de responsabilité des parents ». Le troisième enseignant se prononce sur les conditions de travail difficile et soupire : « les enseignants du primaire sont souvent délaissés, sans logement et sans un site adéquat de travail (en faisant allusion aux classes sous paillotes) ». Un autre enseignant de la même CEB cite en dehors du manque de matériel « la démission ou le laxisme de l'administration qui livre l'enseignant à lui-même face aux difficultés ».

Les encadreurs pédagogiques interrogés déplorent aussi les conditions de travail des enseignants qui sont difficiles et contraignantes. Ils assistent impuissants à l'insuffisance du matériel didactique, du mobilier scolaire, etc. En plus de ces difficultés, ils relèvent la préparation journalière des leçons et les bonnes aptitudes physiques nécessaires pour bien transmettre les apprentissages aux élèves.

Tout compte fait, les conditions de travail des enseignants sont difficiles face à l'insuffisance de l'offre éducative et à l'accompagnement des parents d'élèves. Si les enseignants travaillent dans de mauvaises conditions et n'ont pas l'accompagnement de la communauté, cela va entacher leur engagement à bien accomplir leurs devoirs et par ricochet, impacter les rendements scolaires.

2.4. Des faibles rendements scolaires au primaire

L'analyse des rendements scolaires laisse apparaître que les parents d'élèves n'apprécient pas les résultats scolaires. Pour eux, les enseignants laissent passer les élèves dans les classes supérieures, avec de très faibles moyennes. Ils disent que cela vaut également, pour le Certificat d'Études Primaires (CEP) où les sujets semblent taillés sur mesure, en tenant compte du niveau relativement bas des élèves. Ils en témoignent, en ces termes : « Le rendement scolaire des enseignants du primaire est bon sur le papier, mais pas sur le terrain », selon un parent d'élève. Un autre, membre d'une APE estime que : « leur rendement est difficile à apprécier dans la mesure où des élèves peuvent passer en classe supérieure avec une moyenne de deux sur dix. Même le CEP est au rabais. C'est pour cela que nos enfants ont beaucoup de difficultés en sixième ». Ainsi, la majorité des parents trouve que les résultats scolaires sont peu satisfaisants. Ils pensent également que nous assistons à une réelle baisse de la qualité de l'enseignement, tout en engageant sérieusement la responsabilité des enseignants.

Du côté des enseignants, il n'est pas question de porter seuls cette responsabilité. Ils affirment travailler avec les moyens de bord. Ainsi, un enseignant répond : « notre rendement est proportionnel au traitement et à la disponibilité du matériel didactique. Par conséquent, notre rendement est acceptable ». La quasi-totalité des enseignants justifie leur rendement par rapport à leurs conditions de vie et de travail.

Pour les encadreurs pédagogiques, le rendement actuel des instituteurs est d'une manière générale peu satisfaisant et cela est lié à plusieurs facteurs. Certes, ils reconnaissent que les conditions de vie et de travail difficiles peuvent influencer négativement le rendement des enseignants, mais il faut ajouter selon eux, leur faible niveau de qualification et leur faible engagement personnel. À ce titre, un encadreur pédagogique affirme : « les performances des élèves reflètent souvent le niveau de qualification du maître. En plus de la qualification, un enseignant doit avoir une bonne conscience professionnelle et un engagement sans faille pour parvenir à de bons résultats ». Pourtant notre société pense que la conscience professionnelle n'est pas l'apanage des enseignants d'aujourd'hui. Le problème des rendements et des performances scolaires est au cœur des représentations sociales négatives vis-à-vis de l'enseignant du primaire.

2.5. Du manque de vocation des enseignants du primaire

L'image que la société a d'un groupe d'individus peut être source de motivation ou de démotivation. La vocation de l'enseignant pourrait se mesurer par son engagement dans l'accomplissement de sa mission, sa présence ou son absentéisme et son comportement dans la société.

Les parents dans leur grande majorité pensent que les enseignants ne font pas le nécessaire pour la réussite des enfants. Un parent d'élève l'exprime comme suit : « ce n'est plus comme avant ; avant, ils avaient la vocation. L'engagement des enseignants du primaire est de moins en moins louable. Il s'agit plus d'une profession pour la survie et non d'une option ». Un autre parent affirme : « les instituteurs sont peu engagés. A chaque fois qu'ils ont l'occasion, ils laissent les classes avec les stagiaires ».

Selon les enseignants interrogés, les plus anciens dans le métier pensent que la baisse de la conscience professionnelle est due à l'apparition d'une nouvelle race d'enseignants, notamment les jeunes. Ils considèrent que ces derniers n'ont pas la vocation et qu'ils arrivent dans l'enseignement, faute de mieux. A ce propos, une ancienne institutrice déclare : « Notre engagement est resté sans faille. Mais la jeunesse d'aujourd'hui n'arrive pas à suivre le pas, car elle est trop intéressée ». Un autre renchérit, mais nuance : « Notre engagement est total mais freiné par les bouleversements sociaux qui tendent à juger l'homme par ce qu'il a et non pas par ce qu'il est. En réalité notre engagement correspond à nos conditions de vie. Ce sont les mauvaises conditions de travail qui déterminent

l'engagement de la jeune génération d'enseignants. Lorsque les conditions de travail sont difficiles, l'engagement se trouve freiné ».

Les encadreurs pédagogiques participants à l'enquête se sont prononcés sur le niveau d'engagement actuel des enseignants. Selon eux, « un engagement fort dans l'enseignement relève du sacerdoce. Il s'agit d'un don de soi permanent au-delà de la présence en classe. L'engagement implique assiduité et rigueur, le souci de bien faire, mais également une remise en cause perpétuelle de notre action, afin de nous assurer que nous avançons avec nos élèves et non pas uniquement dans le programme ».

Mais de nos jours, il y a de moins en moins d'instituteurs engagés à s'investir dans leur travail. Aussi, l'un d'eux affirme : « En venant dans l'enseignement, l'instituteur lui-même se dit déjà qu'il ne pourra pas s'épanouir dans ce métier et qu'il s'agit juste d'un gagne-pain ». Cependant, le Directeur Provincial de l'Éducation nationale et de l'alphabétisation nuance : « Certains sont consciencieux et travaillent pour le bien des enfants, d'autres viennent juste pour un gagne-pain ».

Pire, certains encadreurs pédagogiques disent faire face à l'augmentation du nombre d'enseignants qui mènent des activités privées lucratives au motif que le salaire ne leur permet pas de joindre les deux bouts. Ces « enseignants-commerçants » n'hésitent pas à désertter les salles de classe pour s'adonner à leurs activités commerciales.

Concernant toujours, cette thématique de l'absentéisme, un parent d'élève déclare : « dans l'école de mon village, la majorité des enseignants s'absentent beaucoup. Aussi ils vont en congé plus tôt que prévu et reviennent bien après la reprise. Nous nous demandons s'ils se soucient vraiment de l'avenir de nos enfants ». C'est pourquoi, une Directrice d'école nous dit ceci : « chacun doit être présent à son poste et faire correctement son travail. Les absences doivent être justifiées et honnêtes, si non, c'est décevant ».

Les comportements et attitudes d'un groupe social sont très déterminants quant à l'image que la société aura de ce groupe. Du point de vue des autres comportements des enseignants dans la société, des cas de vol avérés des vivres de la cantine de son école ont été mentionnés. À cela, les enquêtés ajoutent d'autres comportements déviants tels que l'alcoolisme et l'insolvabilité des enseignants devant les commerçants qui n'en peuvent plus de leur accorder des prêts. À ce titre, un membre de l'Association des parents d'élèves (APE) insiste : « quand un fonctionnaire doit de l'argent à un paysan, c'est avec fierté que ce dernier en parle à son entourage ».

En somme, les enquêtés trouvent que les enseignants du primaire n'observent plus les valeurs morales qui furent jadis leur apanage.

Pour terminer, nous avons donc demandé aux enquêtés de nous donner par ordre d'importance les facteurs qui selon eux, contribuent le plus à ternir l'image de l'enseignant dans la commune rurale de Boussouma.

En considérant les pourcentages enregistrés par rapport aux fréquences des réponses multiples, l'absentéisme vient en tête, avec 25,98% de réponses, les comportements déviants par rapport aux valeurs du milieu, (23,28%) de réponses et les mauvais rendements scolaires, avec (20,10%) de réponses. Ce sont les critères les plus couramment utilisées pour justifier l'image négative de l'enseignant du primaire.

Concernant les autres causes de cette représentation sociale négative de l'enseignant du primaire, nous avons les conditions de vie et de travail difficiles avec une fréquence de 16,68% de réponses. Cela signifie que les enquêtés pensent que l'instituteur vit et travaille dans des conditions difficiles, mais ne considèrent pas cela, comme l'une des principales causes de la dégradation de son image, d'autant plus qu'eux-mêmes vivent et travaillent souvent dans des conditions encore plus difficiles. Il en est de même, du faible niveau de rémunération, avec une fréquence de 7,60% de réponses.

L'ensemble de ces résultats en appelle à la discussion et à la recherche de solutions.

III. Discussion des résultats

A la lumière des résultats du terrain sur la faible qualification des enseignants, nous retenons que les enquêtés sont conscients que le faible niveau de recrutement des enseignants constitue un problème majeur. Il impacte l'estime de soi de l'enseignant ainsi que la valorisation de la fonction enseignante. S. L. Kaboré (2011, P.188) avait analysé le rapport négatif de la faible qualification des enseignants sur la scolarisation des enfants. Selon lui, « la faible qualification des enseignants constitue aussi un facteur défavorable à la scolarisation des enfants. Constitué majoritairement d'instituteurs adjoints certifiés (76%), ce personnel enseignant ne bénéficie que d'une seule année de formation initiale après l'obtention du Brevet d'Études du Premier Cycle (5 mois de stage théorique et 4 mois de stage pratique). L'unique année de formation professionnelle est jugée inappropriée ».

Bien que le niveau de recrutement ait été relevé au BAC et la durée de la formation fixée à 21 mois, l'on ne peut pour l'instant, soutenir que le problème de la qualification des enseignants est résolu. Des voix s'élèvent pour revendiquer le maintien de la durée de la formation à deux ans.

La faible rémunération des enseignants du primaire est également une réalité. C'est la raison pour laquelle les syndicats du Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN) ont dans une synergie d'action sous la bannière de la Coordination Nationale des Syndicats de l'Éducation (CNSE), mené des luttes pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. (Cf. les 23 points de la plateforme revendicative de la coordination du 05 octobre 2016). Pour eux, lorsqu'on aborde les conditions de travail, on ne peut s'empêcher d'évoquer la pléthore des effectifs dans les classes surtout en milieu urbain et semi-urbain.

Cette situation se vit tant au primaire qu'au secondaire. Aussi, les effectifs par classe atteignent les 120 élèves. Il s'en suit une détérioration des conditions d'enseignement-apprentissage. Ainsi, il est impossible dans ces classes d'apporter une aide pédagogique aux élèves en difficulté d'apprentissage. Les enseignants s'en tiennent donc au minimum.

Du point de vue de l'accompagnement des parents d'élèves, nous pouvons noter que les parents d'élèves constituent un maillon important de la chaîne de gestion des structures éducatives et leur contribution à la réalisation des activités pédagogiques est indéniable. Sans ces structures, la participation communautaire à la vie de l'école serait absente. M. Compaoré (2006, p.2) avait souligné que :

Le rôle de l'APE est de permettre aux parents de conjuguer leurs efforts au sein d'un cadre qui garantisse leur pleine participation à l'éducation, l'instruction et la formation de leurs enfants. Les APE devaient participer activement à l'amélioration de la vie scolaire, à l'information des parents sur la vie, à l'organisation des écoles et à la stimulation des élèves et des enseignants. A travers leurs attributions, les APE devraient contribuer donc à créer des conditions de vie et de travail favorables à l'épanouissement des élèves.

Mais dans la pratique, les représentants locaux du Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation de Base (SYNATEB), estiment que les populations accordent peu d'intérêt à l'école. L'administration n'arrive toujours pas à trouver des solutions aux problèmes de fonctionnement des écoles et la faiblesse du niveau des salaires aidant, des enseignants s'adonnent aujourd'hui, à l'orpaillage, au commerce, tout en reléguant l'école au second plan.

Quant aux parents d'élèves, ils remettent plutôt en cause l'engagement des enseignants. Ils considèrent que les enseignants n'ont plus la conscience professionnelle d'antan et pensent que les enseignants, surtout les plus jeunes mettent l'argent au centre de toutes leurs préoccupations et n'arrivent pas à faire la part des choses entre ce qui est vertueux et le gain matériel. Ils pensent que beaucoup d'enseignants sont peu vertueux et s'adonnent aux malversations dans la gestion des écoles. Aussi, ils sont très souvent surendettés.

Les parents d'élèves, sont d'ailleurs soutenus par une partie des enseignants, notamment les plus anciens dans la fonction. En effet, du côté des enseignants, les aînés accusent les plus jeunes d'être à l'origine de cette dégradation progressive de l'image de l'enseignant dans la société. Les jeunes enseignants se justifient en disant que le contexte a changé et que les conditions de vie sont particulièrement difficiles de nos jours.

Dans son article, I. Sakandé décrivait les comportements actuels des enseignants en ces termes :

Il est vrai que certains enseignants sont loin de constituer des exemples. Soucieux de poursuivre leurs propres intérêts, ils négligent des générations d'élèves pour se consacrer essentiellement à la préparation de leurs concours et examens professionnels. Leur

principal objectif étant d'abandonner la craie. La plupart de ceux qui ont échoué à plusieurs reprises ont simplement choisi les bureaux des inspections et autres administrations du système scolaire. D'autres font l'expérience d'un changement de métiers (...). S'ils réussissent tant bien que mal dans ces fonctions, il faut reconnaître que leurs comportements nuisent à l'image de l'enseignant burkinabè. Plus grave encore, sont ces enseignants qui s'illustrent comme de véritables marginaux, victimes de l'alcool et des dettes ». (Sidwaya, du 07/10/2008).

Les rapports administratifs nous renseignent aussi, sur le faible engagement de certains enseignants. Par exemple, dans le rapport d'activités du 4^{ème} trimestre 2015 de la Direction des Ressources Humaines (DRH) du MENA, dans ses volets « *traitement et suivi des dossiers contentieux et traduction des dossiers en conseil de discipline* », on peut relever, le traitement des dossiers suivants :

- 111 communiqués de mise en demeure ont été rédigés et transmis à la radio ;
- 09 dossiers du Médiateur du Faso ;
- 04 dossiers de suspension de fonction ;
- 08 dossiers de suivi de situation administrative ;
- 06 dossiers de suspension de salaire ;
- 14 dossiers de levée de suspension de salaire ;
- 02 dossiers de retenue de salaire ;
- 10 rapports pour licenciement d'agents ;
- 22 dossiers relatifs au conseil de discipline.

Ce tableau peu reluisant du contentieux impliquant des enseignants, témoigne d'un malaise grandissant au sein de cette fonction. Cette situation contribue à forger dans l'opinion publique une mauvaise image de l'enseignant, à travers les communiqués de mise en demeure et de manière plus générale, à travers toute information accessible dans les médias. (K.S.E. Ouédraogo, 2016, pp 42-43).

Ce sont autant de facteurs qui impactent négativement les représentations sociales de l'enseignant, mais aussi, les rendements scolaires des enfants et partant, la qualité de l'éducation en termes d'efficacité interne et externe.

Nous pensons donc, comme A. Pachod (2007, P.157), « qu'il y a besoin de préciser l'identité de l'enseignant, donner des repères et définir les bonnes pratiques pour améliorer les rendements scolaires ».

Conclusion

L'image que la société a d'un groupe d'individus peut être source de motivation ou de démotivation ou influencer fortement les rapports sociaux. « Tout comportement humain se situe dans un contexte d'interdépendance sociale : il est à la fois réponse et stimulus, en vertu de la réciprocité ». (S. Moscovici, 1998, p 395).

Il ressort de ce travail de recherche que l'image de l'enseignant du primaire se dégrade de plus en plus. Les causes de cette situation tiennent à la faible qualification des enseignants du primaire, à leur faible niveau de rémunération, aux difficiles conditions de vie et de travail, aux mauvais rendements scolaires et au manque de vocation pour la majorité d'entre eux, selon les avis des différents acteurs de l'éducation.

Si certaines causes sont imputables aux enseignants, notamment, les mauvais comportements et attitudes des enseignants dans l'exercice de leur mission et dans la société, d'autres leur sont externes, telles que la faible qualification, le faible niveau de rémunération, les mauvaises conditions de vie et de travail et l'impact négatif de l'orpaillage dans certains villages.

Pour y remédier, des négociations sont en cours, entre la Coordination Nationale des Syndicats de l'Éducation (CNSE) et le gouvernement, en vue de la valorisation du statut social de l'enseignant, de l'évolution de sa carrière et de l'augmentation de sa rémunération, ainsi que l'amélioration des conditions de vie et de travail. Et pour améliorer la qualité de la formation initiale des enseignants du primaire, le niveau de recrutement est désormais le Baccalauréat, la durée de la formation est de 21 mois et la révision des curricula est toujours d'actualité.

Dans le même sens, l'Union pour la revalorisation de la fonction enseignante et éducative du Burkina (UREFEB) a vu le jour le 29 septembre 2007 et a été reconnue officiellement le 17 mars 2008. Elle est née de la volonté d'un groupe d'enseignants, de personnels d'administration et de gestion, de parents d'élèves et de mères éducatrices qui se sont sentis interpellés par les dérives morales, comportementales, sociales qui minent le secteur de l'éducation et contribuent à la dégradation de l'image de l'enseignant. L'UREFEB se donne pour mission, de s'attaquer aux causes de cette déperdition des valeurs morales et sociales, afin de redonner à chaque enseignant, l'espoir de recouvrer les lettres de noblesse de cette fonction, jadis placée sur un piédestal honorable.

Comme nous le dit si bien J. Delors (1996, p.164) : « Si le premier maître que rencontrent un enfant ou un adulte est insuffisamment formé et peu motivé, ce sont les fondations même sur lesquelles se construiront leurs apprentissages à venir qui manqueront de solidité ».

Références bibliographiques

COMPAORE Albert, 2000, *L'image de l'enseignant du primaire dans la société burkinabé actuelle*, Ouagadougou, ENAM, 95 p.

COMPAORE Maxime, 2006, *Les Associations de parents dans la vie des écoles au BurkinaFaso*, http://www.burkinadoc.milecole.org/Pieces_Jointes/PDFs/Education/Parents_d_eleves_au_burkina-.pdf, consulté le 04/03/2020.

DELORS Jacques, 1996, *L'éducation un trésor est caché dedans*, Paris, UNESCO, 287p.

FONTAINE Samuel et HAMON Jean-François, in file:///C:/Users/USERPC/DocumentS/la_representation_sociale_de_l_école_des_parents_et_des_enseignants_à_la_Réunion/Cairn.info.htm, consulté en ligne le 16/9/2016.

JODELET Denise, in *Psychologie sociale*, sous la direction de Moscovici Serge, PUF, Paris, 1998.

KABORE Ouiraogo, 2012, *Les représentations sociales de l'inspecteur et les motivations au travail*, mémoire de fin de formation d'inspecteur de l'enseignement du premier degré. Koudougou, ENS-UK, 73 p.

KIENTEGA Soutongonoma, 2006, *La dévalorisation de la fonction enseignante et ses effets sur l'avenir de la profession dans le primaire au Burkina Faso*, Ouagadougou, ENAM, 51 p.

MANNONI Pierre, 1998, *Les représentations sociales*, P.U.F, (Que sais-je ?), 128 p.

MOSCOVICI Serge, 1998, *Psychologie sociale*, Paris, PUF, 7ème édition, 620 p.

OUEDRAOGO Adama de Poum, 2020, *Réduction de la durée de formation dans les ENEP : « Un gravissime retour en arrière », selon Adama de Poum Ouédraogo, formateur à l'ENEP de Ouahigouya*, <https://lefaso.net/spip.php?article94895>, consulté en ligne le 24/12/2023

OUEDRAOGO Kis-Wandé Sida Emmanuel, 2016, *les représentations sociales de l'enseignant du primaire au burkina faso : le cas de la commune rurale de boussouma dans la région du centre-nord*, Mémoire de fin de cycle, ENAM, 63 p.

OUEDRAOGO Dimitri, 2019, *Accord gouvernement-CNSE : Ce que les enseignants ont obtenu*, https://lefaso.net/spip.php?article_89511, consulté en ligne le 04/03/2020.

OUEDRAOGO Mathieu Rakissouiligri, 2011, *Stratégies pour l'amélioration des conditions de travail des enseignants et leur rétention dans les écoles en Afrique*. Addis-Abeba, UNESCO, IRCA, 139 p.

PACHOD André, 2007, *La morale professionnelle des instituteurs*, Paris, Harmattan, 249 p.

ROUQUETTE Michel-Louis & RATEAU Patrick, 1998, *Introduction à l'étude des représentations sociales*, Grenoble, PUG, 159 p.

SNEA-B (Syndicat national des enseignants africains du Burkina), SNESS (Syndicat national des enseignants du secondaire et du supérieur), 2010, *Approche syndicale sur les réformes des systèmes éducatifs : cas du Burkina Faso*, http://www.sneab.csfef.org/spip.php?article90&calendrier_mois=7&calendrier_annee=2008, consulté en ligne 03/02/2020.

TRAORE Salimata, 2002, *L'efficacité scolaire en question*, Ouagadougou, Harmattan, 261 p.